

Rapport de l'Évaluation Finale du Projet « RINOVA » En Tunisie

OOO

Rédigé par l'équipe de Maghreb Governance
Fouad BOUTEMAK
Nadine FRIGUI



2025-2026

Table des matières

LISTE DES ACRONYMES	4
RESUME EXECUTIF	5
I. INTRODUCTION	9
I.1 Contexte du projet RINOVA et justification de l'évaluation	9
I.2 Méthodologie et approche adoptée	10
I.2.1 Approche adoptée	10
I.2.2. Phase de démarrage	10
I.2.3. Phase de terrain et de collecte de données	10
I.2.4. Phase de Clôture	11
I.3. Champ et limites de l'évaluation	11
II. Objectifs, composantes et résultats attendus du projet	12
II.1 Acteurs impliqués et mécanismes de gouvernance	13
II.2.1. Commanditaire (ARCS APS)	13
II.2.2. Partenaires impliqués	14
II.2. Bénéficiaires directs et indirects	14
III. RESULTATS DE L'EVALUATION	16
III.1. Pertinence : adéquation des objectifs du projet avec les besoins territoriaux, politiques nationales et priorités locales	16
III.1.1. Alignement du projet avec les priorités nationales et internationales	16
III.1.2. Adéquation avec les besoins identifiés des bénéficiaires dans la région de Tataouine	17
III.1.3. Complémentarité avec les initiatives partenaires	17
III.2. Cohérence : articulation entre les composantes du projet et complémentarités avec d'autres initiatives ou acteurs	17
III.2.1. Validité des hypothèses et du diagnostic initial	18
III.2.2. Cohérence des objectifs et des résultats attendus	18
III.2.3. Adéquation des approches méthodologiques	19
III.3. Efficacité : degré d'atteinte des résultats et effets observables sur les bénéficiaires	19
III.3.1 Réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs - Bilan constructif	19
III.3.2 Effets observables sur les bénéficiaires - Impact réel documenté	22
III.4. Efficienne : utilisation des ressources humaines, techniques et financières par rapport aux résultats obtenus	22

III.4.1. Mobilisation des ressources financières.....	22
III.4.2. Efficience des ressources humaines et organisationnelles	23
III.5. Orientation vers l'impact et la durabilité du projet	24
III.5.1. L'impact du projet.....	24
III.5.2. Facteurs de la durabilité des résultats.....	26
III.5.3. Capacité de répliquabilité du projet	27
IV. ANALYSE TRANSVERSALE ET ENSEIGNEMENTS CLES	27
IV.1. Facteurs de réussite et contraintes rencontrées	27
IV.1.1. Facteurs de réussite	27
IV.1.2. Contraintes rencontrées	28
IV.2. Bonnes pratiques et innovations identifiées.....	28
IV.3. Leçons apprises et éléments transférables à d'autres territoires	30
IV.4. Aspects transversaux.....	31
IV.4.1. Intégration du genre dans la mise en œuvre du projet.....	31
IV.4.2. Genre et engagement communautaire	31
IV.4.3. Non-discrimination et inclusion sociale	32
IV.4.4. Limites et marges d'amélioration.....	32
V. RECOMMANDATIONS	32
V.1. Recommandations stratégiques pour les partenaires et institutions locales	33
V.2. Recommandations opérationnelles pour la mise à l'échelle, la pérennisation ou la répliquabilité du modèle RINOVA	33
V.3. Recommandations transversales	34
VI. ANNEXES	36
ANNEXE 1 : LA MATRICE DES QUESTIONS EVALUATIVES	36
ANNEXE 2 : GUIDE D'ENTRETIEN - GESTIONNAIRE DE PROJET (ARCS Tunisie / ARCS Italie)..	40
ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN - PARTENAIRES TUNISIENS & ITALIENS	41
ANNEXE 4 : GUIDE D'ANIMATION - FOCUS GROUP (UNIQUE POUR TOUS LES GROUPES) ...	42
ANNEXE 5 : QUESTIONNAIRE - BENEFICIAIRES	43
ANNEXE 6 : PLANNING DES ENTRETIENS ET VISITES A TATAOUINE.....	45

LISTE DES ACRONYMES

RINOVA : Réhabilitation environnementale, nouvel emploi et valorisation du territoire à Tataouine

AICS : l'Agence Italienne de Coopération pour le Développement

IRA : l'Institut des Régions Arides

INP : l'Institut National du Patrimoine

OCDE-CAD : Organisation de Coopération et de Développement Économiques - Comité d'Aide au Développement

OSC : Organisation de la société civile

ONG : Organisation non-gouvernementale

ODD : Objectifs du développement durable

CEAS : Centro di Educazione Ambientale e allo Sviluppo Sostenibile

DSCG : Università di Cagliari - Dipartimento di Scienze Chimiche e Geologiche

ODS : Office de Développement du Sud

CRDA : Commissariat Régional au Développement Agricole

ONAS : Office National de l'Assainissement

GDA : Groupements de Développement Agricole

SMSA Al-Inma : Société Mutuelle de Services Agricoles existante.

FTADD : Fédération Tourisme Authentique Destination Dahar (est une structure de type DMO (Destination Management Organisation) dédiée à la valorisation de la région du Djebel Dahar, dans le sud-est tunisien.)

RESUME EXECUTIF

Déployé entre octobre 2021 et décembre 2025 dans le gouvernorat de Tataouine, le projet RINOVA s'inscrit comme une démarche intégrée de développement territorial durable, de portée raisonnable mais de qualité substantielle. Financé par l'AICS à hauteur de 1 400 000 € sur un budget global de 1 779 200 €, et piloté par la municipalité de Nuoro en collaboration avec l'Organisation Italienne de la Société Civile ARCS APS et un consortium élargi de partenaires tunisiens et italiens, le projet affiche des résultats globalement satisfaisants, une **performance globale positive en dépit de contraintes contextuelles complexes**.

L'évaluation met en évidence trois conclusions majeurs. **(1)** D'une part, le projet se distingue par une forte pertinence et un alignement solide avec les besoins du territoire ainsi qu'avec les orientations nationales. **(2)** D'autre part, son efficacité opérationnelle est attestée par des réalisations concrètes et pérennes, même si certains résultats initialement visés ont dû faire l'objet d'ajustements en cours de route. **(3)** Enfin, l'impact observé demeure hétérogène : déjà structurant sur les plans institutionnel et patrimonial, il reste en phase de consolidation dans les dimensions environnementale et économique.

a- Profil des critères d'évaluation OCDE-CAD

Critère	Appréciation	Justification clé
Pertinence	5/5	Alignement confirmé avec priorités nationales tunisiennes, besoins de Tataouine identifiés, complémentarité partenaires validée
Cohérence	4/5	Logique interne solide ; diagnostic pertinent mais ayant sous-estimé complexité foncière et administrative
Efficacité	3.5/5	Majorité des résultats atteints ou avancés ; ajustements adaptatifs pertinents (PPP compostage, alternatives fermes)
Efficienne	4/5	80% budget vers résultats directs ; gestion adaptative et réactive par ARCS ; ressources bien mobilisées
Impact	3.5/5	Impacts patrimoniaux et institutionnels concrets ; impacts environnementaux et économiques encore progressifs
Durabilité	4/5	Appropriation institutionnelle confirmée ; viabilité économique en consolidation ; dépendances externes identifiées

b- Réalisations majeures

■ Environnement et Services urbains

Le projet a installé trois dispositifs structurants : un système photovoltaïque de 30 kWp pour pompage d'eaux traitées valide et fonctionnel, 2 unités de compostage : une, plus petite, aux objectifs de formation à l'IRA el Ghordhab et une autre au service du traitement des déchets collectés dans la zone pilote, gérée par la Municipalité de Tataouine et une zone pilote de collecte sélective porte-à-porte (Cité Elmahrajne, 500 ménages, équipée et opérationnelle depuis avril 2025). Des changements comportementaux en matière de tri à la source sont déjà observés parmi les habitants.

■ Économie locale et Revenus

Deux réorientations stratégiques ont augmenté la viabilité du modèle : **(1)** abandon de l'objectif de 10 fermes agricoles pour des raisons foncières structurelles et **(2)** pivot vers un partenariat public-privé avec l'entreprise ELThouraya des services agricoles plutôt que 5 micro-entreprises fragiles. Un point de vente collectif pour les GDA fonctionne avec succès à côté du Ksar, offrant des retombées modérées mais tangibles aux productrices. Les formations en commercialisation, gestion et marketing ont renforcé les compétences de maintes bénéficiaires GDA.

■ Patrimoine et Sensibilisation

La restauration du Ksar Ouled Soltane constitue un succès majeur du projet, menant à la préservation d'un monument national en péril tout en intégrant un point de vente fonctionnel et des activités génératrices de revenus. La Green Team, composée de 12 jeunes formés, anime régulièrement des actions de sensibilisation environnementale dans 4 écoles et 3 jardins scolaires aménagés, atteignant environ 2 000 élèves et 200 enseignants.

c- Facteurs de réussite

Cinq éléments clés permettent de comprendre les progrès observés. **(1)** En premier lieu, la mobilisation remarquable des acteurs institutionnels et des communautés locales, souvent au-delà des engagements initialement prévus, a joué un rôle déterminant. **(2)** Ensuite, la qualité de la coordination assurée par le chef de fil et ARCS caractérisée par une communication continue, une capacité d'adaptation pragmatique et une dynamique permanente de co-construction. **(3)** Par ailleurs, la complémentarité des partenaires italiens a permis de mobiliser des expertises techniques solides et de favoriser des transferts de compétences concrets. **(4)** À cela s'ajoute une démarche expérimentale progressive évitant les mises à l'échelle prématurées. **(5)** Enfin, l'approche intégrée du projet, articulant enjeux environnementaux, économiques, patrimoniaux et de gouvernance, a favorisé l'émergence d'effets croisés et de synergies durables.

d- Contraintes structurelles rencontrées

Trois grands types de contraintes ont freiné, ou à tout le moins limité, l'atteinte de certains résultats : **(1) contextuelles** : l'absence de terres publiques disponibles et irrigables, la complexité des procédures foncières et réglementaires, ainsi qu'un tissu entrepreneurial local encore restreint ; **(2) temporelles** : à la clôture du projet, certaines composantes telles que le compostage ou les partenariats public-privé, n'étaient que partiellement opérationnelles lors de notre mission de terrain, cela dit, après un suivi post-terrain Le compostage est opérationnel et le partenariat public-privé a été formalisé ; **(3) institutionnelles** : plusieurs dispositifs mis en place, dont la Green Team et certains partenariats, demeurant étroitement dépendants de la poursuite d'un accompagnement externe au-delà de la durée du projet. Par ailleurs, certaines procédures administratives, peu adaptées à la nature de ce type d'initiatives, ont engendré des délais significatifs, notamment l'attente prolongée d'autorisations ayant dépassé une année, ce qui a affecté de manière notable la faisabilité et le déroulement des activités.

e- Impacts observés et émergents

Dimension	État de l'impact	Caractérisation
Patrimonial	Significatif	Monument restauré, savoir-faire préservé, attractivité locale renforcée
Institutionnel	Structurant	Capacités municipales et partenaires renforcées, modes de collaboration multi-acteurs expérimentés
Social & Communautaire	Observable	Changements de pratiques en tri, sensibilisation environnementale amorcée, engagement citoyen progressif
Environnemental	Émergent	Potentiel confirmé mais impacts pleins dépendant de montée en charge du compostage et élargissement tri
Économique	Modéré-localisé	Point de vente fonctionnel offrant revenus modestes ; création d'emploi durable en maturation

f- Conditions de durabilité

La pérennité des résultats du projet s'articule autour de trois fondements ; **(1) appropriation institutionnelle confirmée** : la municipalité et l'IRA ont manifesté un engagement clair en faveur de la continuité et de l'ancrage des dispositifs mis en place. **(2) viabilité économique en consolidation** : les activités de compostage et le point de vente reposent sur des modèles économiques jugés crédibles, mais dont l'équilibre reste conditionné à une montée progressive en charge. **(3) dépendances identifiées** : la Green Team demeure financièrement tributaire de l'appui d'ARCS et nécessite une intégration plus formalisée au sein des structures institutionnelles.

g- Bonnes pratiques et innovations

BP1. Coordination de proximité et adaptative : Une coordination multi-acteurs fondée sur la présence terrain, la communication directe et la capacité d'ajustement continu a permis de maintenir la cohérence du projet malgré les contraintes contextuelles.

BP2. Complémentarité des expertises : L'articulation entre expertises locales, nationales et internationales a renforcé la qualité technique des actions tout en facilitant le transfert de compétences et l'appropriation locale.

BP3. Approche intégrée multi-sectorielle : La combinaison des dimensions environnementales, économiques et sociales a favorisé des synergies entre composantes et renforcé la cohérence globale de l'intervention.

BP4. Valorisation des ressources et savoir-faire locaux : L'ancrage du projet dans l'identité territoriale et les ressources locales a renforcé l'appropriation par les acteurs et la légitimité des actions engagées.

BP5. Consolidation des chaînes de valeur avant extension : La structuration progressive des chaînes de valeur, notamment du compostage, avant toute logique d'extension territoriale a réduit les risques de non-viabilité économique et opérationnelle.

BP6. Incomplétude maîtrisée comme levier de durabilité : L'acceptation de dispositifs évolutifs à la clôture du projet a favorisé l'appropriation par les acteurs locaux et renforcé la capacité d'adaptation et de pérennisation des dynamiques engagées.

h- Leçons apprises

L1. Temporalité progressive des impacts : Les dispositifs environnementaux/économiques nécessitent 6-8 ans pour impacts consolidés (vs 3-4 ans initialement prévus).

L2. Maîtrise administrative déterminante : Anticipation des procédures foncières/administratives dès la phase de conception, l'absence de cela est critique et a ralenti certaines composantes.

L3. Ancrage institutionnel conditionne la durabilité : Les Dispositifs intégrés dans mandats institutionnels existants sont plus durables que des structures autonomes dépendantes d'aide externe.

L4. Ambitions économiques doivent correspondre aux capacités réelles : Consolidation progressive autour des points de vente uniques plus viable que la multiplication fragile de microcircuits.

L5. Les ressources humaines doivent être finement calibrées : leur mobilisation doit être calibrée de manière à concilier exigences techniques, contraintes budgétaires et seuils indicatifs des bailleurs.

L6. Engagement communautaire a des limites structurelles : Volontarisme s'érode sans perspectives économiques claires, reconnaissance formelle ou mécanismes d'incitation financière.

L7. Flexibilité de gestion essentielle face aux chocs : les Réorientations stratégiques préservant les objectifs tout en ajustant les modalités, ont favorisé l'efficacité opérationnelle.

i- Recommandations prioritaires

Stratégiques : (1) Consolider une logique d'impact par étapes assumée, notamment pour compostage et économie locale ; (2) Articuler les ambitions économiques avec les capacités réelles du territoire ; (3) Anticiper risques administratifs et fonciers dès la conception ;

Opérationnelles : (4) Intégrer une expertise juridique dédiée dans la conception et la mise en œuvre des projets ; (5) Renforcer équipements productifs des bénéficiaires ; (6) Adapter davantage les formations aux horaires et capacités réelles ; (7) Améliorer anticipation contraintes administratives.

Transversales : (8) Renforcer les outils de suivi-capitalisation ; (9) Intégrer explicitement genre et inclusion ; (10) Renforcer la communication stratégique et la visibilité ciblée ; (11) Anticiper la mise à l'échelle et la répliquabilité dès la conception

Conclusion

Le projet RINOVA a posé des bases institutionnelles, techniques et sociales robustes en faveur d'un développement territorial durable dans le gouvernorat de Tataouine. Si certains impacts restent encore en phase d'amorçage, l'initiative atteste néanmoins d'une solidité tant sur le plan conceptuel qu'opérationnel, ainsi que d'une réelle capacité d'ajustement face aux contraintes du contexte local. La pérennisation de ces avancées reposera sur le renforcement et la sécurisation des partenariats, l'extension progressive des dispositifs pilotes et une meilleure intégration au sein des structures institutionnelles locales. À ce titre, l'approche portée par RINOVA constitue un cadre de référence pertinent et répliquable à d'autres territoires confrontés à des enjeux similaires, à condition d'anticiper plus finement les risques administratifs et de clarifier, en amont, les modalités de financement post-projet.

I. INTRODUCTION

Ce document constitue le rapport final de l'évaluation externe du projet RINOVA, lancé en octobre 2021 pour 36 mois (prolongé d'un an). Mis en œuvre à Tataouine (sud Tunisie), il impulse un développement local durable intégrant environnement, social et économie. Cofinancé par AICS, coordonné par la Municipalité de Nuoro (Italie) avec un consortium italo-tunisien (**ARCS, Université de Cagliari, è-comune, Alternatura, Associazione Città della Terra Cruda, Municipalité de Tataouine, IRA, INP**).

L'évaluation indépendante analyse pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact, durabilité (critères OCDE-DAC) et thèmes transversaux. Elle met en évidence réalisations, enseignements, contraintes et formule des recommandations opérationnelles/stratégiques.

I.1 Contexte du projet RINOVA et justification de l'évaluation

RINOVA répond à des enjeux environnementaux, climatiques et socio-économiques à Tataouine : disparités régionales, services publics limités, chômage. Atouts : identité culturelle, patrimoine, tourisme durable, économie sociale, ressources locales.

Objectifs : (1) Renforcer gouvernance déchets et eaux usées ; (2) Développer capacités inclusives de gestion territoriale (revenus et emplois). Partenariat Sardaigne-Tataouine pour échanges techniques et gouvernance. Le projet est pour réduire disparités, soutient jeunes et femmes et renforce acteurs locaux.

I.2 Méthodologie et approche adoptée

La mission d'évaluation s'est structurée autour de **trois phases principales** et complémentaires. La section suivante détaille ainsi la méthodologie adoptée pour la conduite de cette mission d'évaluation, en présentant ses principes directeurs, ses outils et ses étapes clés, tout en explicitant les principales limites de la mission d'évaluation.

I.2.1 Approche adoptée

L'évaluation suit les normes et le glossaire OCDE-DAC : Pertinence, Cohérence, Efficacité, Efficience, Impacts et Pérennité, plus aspects transversaux (égalité des sexes, non-discrimination, inclusion).

Critères DAC considérés :

Pertinence/adéquation stratégique ; Validité & cohérence conception ; Efficience (résultats/moyens) ; Efficacité (ressources) ; Impact/pérennité ; Transversaux.

ARCS a identifié et mobilisé les bénéficiaires et acteurs pour entretiens et focus groups, avec appui réel au niveau du terrain.

I.2.2. Phase de démarrage

À la suite de la réunion de cadrage réunissant l'équipe d'évaluation et L'équipe d'ARCS en Tunisie qui a permis d'approfondir la compréhension du projet et des attentes liées à cette mission, il a été convenu qu'au cours de la phase de démarrage et d'analyse documentaire, les consultants procéderont à une étude documentaire, ce qui leur permettra de prendre connaissance des informations nécessaires à cette évaluation.

Une **matrice d'évaluation** a été élaborée afin d'organiser la collecte et l'analyse des données autour des critères du **CAD de l'OCDE** tout en intégrant des thématiques transversales. Pour chaque critère, cette matrice a précisé les questions évaluatives, les indicateurs de mesure, les sources d'information ainsi que les cibles d'enquête.

En parallèle, l'équipe a conçu l'ensemble des **outils de collecte de données**, incluant des guides d'entretiens semi-structurés adaptés aux gestionnaires du projet ainsi que des partenaires, des questionnaires quantitatifs et des guides de focus groups, ainsi que des grilles d'observation directe destinées aux visites de terrain. A la fin de cette phase **un rapport de démarrage expliquant** la méthodologie à adopter, la **planification logistique** et le calendrier à suivre a été livré et validé avec l'équipe du projet.

I.2.3. Phase de terrain et de collecte de données

La phase de terrain de l'évaluation, étalée du 16 au 19 décembre 2025. Cette phase a été mise en œuvre selon une approche consultative et transparente et avait fait appel, aux méthodes et outils suivants :

- **13 Entretiens semi structurés** avec les parties prenantes du projet au niveau central, régional et international.
- **2 Focus groupes**, un avec les femmes membres des GDA de Tataouine (régions concernées par le projet) et un avec la Green Team.
- Observation directe lors des visites de terrain.
- **14 Questionnaires** répartis entre les membres GDA et la Green Team.

I.2.4. Phase de Clôture

À l'issue des entretiens menés avec les différents acteurs, les consultants ont élaboré le **rapport de l'évaluation** et réalisé les analyses nécessaires. Cette étape a reposé sur une triangulation approfondie entre les données qualitatives, les résultats quantitatifs et les constats de terrain.

Des constats structurés ont ainsi été produits pour chaque critère du CAD de l'OCDE et les thématiques transversales. Chaque constat a fait l'objet d'une synthèse argumentée, étayée par des éléments empiriques des sources mobilisées, avec un degré de confiance reflétant leur solidité et convergence.

Ces premiers résultats ont nourri **un rapport préliminaire** regroupant constats par critère, facteurs de réussite et contraintes, bonnes pratiques, ainsi que des recommandations opérationnelles et stratégiques initiales.

Ce document a servi de base à l'atelier de restitution. Cet échange a permis de discuter les constats préliminaires, affiner les analyses, hiérarchiser les recommandations et dégager des perspectives communes.

À l'issue, **un rapport final consolidé intègre tous les retours**. Une présentation PPT complète le rapport écrit pour restituer visuellement les constats clés, facteurs de succès, bonnes pratiques et recommandations prioritaires.

I.3. Champ et limites de l'évaluation

De prime abord, la temporalité de la mission constitue une limite majeure. L'évaluation a été réalisée alors que certaines composantes du projet, notamment l'unité de compostage et les dispositifs de partenariat public-privé associés, venaient d'entrer en phase de mise en service.

La diversité et l'hétérogénéité des composantes du projet constituent également une limite analytique. Le caractère multisectoriel de RINOVA (environnement, économie locale, patrimoine, emploi, coopération internationale) rend complexe toute comparaison homogène des résultats et impose une lecture différenciée des performances selon les axes, limitant la lisibilité globale de l'impact.

Tout compte fait, la mission s'est déroulée dans un contexte institutionnel et administratif évolutif, marqué par des changements de priorités, des contraintes réglementaires et des

dynamiques locales spécifiques, indépendantes du projet. Ces facteurs externes ont influencé certaines activités sans pouvoir être pleinement maîtrisés par les équipes.

Ces limites n'invalident pas les conclusions, mais invitent à les interpréter avec prudence, notamment sur l'impact et la durabilité à long terme.

II. Objectifs, composantes et résultats attendus du projet

Le tableau ci-dessous décrit les objectifs, composantes et résultats attendus du projet RINOVA, tels que définis dans son **cadre logique de référence**.

Niveau de la logique d'intervention	Intitulé	Description / Activités associées
Objectif général		Contribuer à la promotion d'un développement territorial durable et résilient face au changement climatique dans la zone urbaine de Tataouine, en intégrant les dimensions environnementales, économiques et sociales dans un contexte de fortes vulnérabilités structurelles et climatiques.
Objectif spécifique 1		Renforcer la gouvernance de la gestion des déchets et des eaux usées à Tataouine à travers des améliorations techniques, organisationnelles et institutionnelles, et en favorisant la coopération entre acteurs publics, privés et communautaires.
Résultat 1.1	Amélioration des services environnementaux	L'Amélioration de la gestion des eaux usées, des boues d'épuration et des services municipaux de gestion des déchets dans la zone urbaine de Tataouine.
	Activité 1.1.1	Actions pour l'amélioration technique des conditions d'utilisation des eaux usées issues de la purification à la station d'épuration (STEP) de Tataouine.
	Activité 1.1.2	Actions pour l'amélioration technique des conditions d'utilisation des boues d'épuration à la station STEP de Tataouine.
	Activité 1.1.3	Actions pour le renforcement de la gouvernance de la collecte séparée des déchets solides municipaux.
Résultat 1.2	Partenariats institutions-micro-entreprises créés	Création de partenariats entre institutions et micro-entreprises pour la gestion des eaux usées, des boues et des déchets.
	Activité 1.2.1	Création de dix fermes au profit de jeunes sur des terres relevant du CRDA.
	Activité 1.2.2	Création de cinq entreprises de compostage.
	Activité 1.2.3	Renforcement de la SMSA Al Inma en tant qu'acteur clé de la valorisation des ressources issues de la gestion des déchets.

Objectif spécifique 2	Renforcer les capacités à promouvoir des formes inclusives et durables de gestion des terres, fondées sur la création de revenus et d'emplois, notamment à travers le marketing territorial et la valorisation des ressources locales.	
Résultat 2.1	Capacité de promotion territoriale renforcée	Amélioration de la capacité des institutions à promouvoir le territoire à travers ses productions typiques et le tourisme (marketing territorial).
	Activité 2.1.1	Actions d'éducation à l'environnement et d'amélioration du territoire.
	Activité 2.1.2	Actions de Renforcement de l'intégration entre les entreprises créées et les circuits existants, notamment TATAOUI et FTADD.
	Activité 2.1.3	Actions de Renforcement des capacités des acteurs publics et privés locaux en matière de valorisation des ressources locales.

II.1 Acteurs impliqués et mécanismes de gouvernance

Le projet est mis en œuvre sur le terrain par ARCS APS, un acteur stratégique majeur dans la gouvernance du projet RINOVA. Il s'agit du cadre institutionnel qui garantit le pilotage global, la cohérence méthodologique et la conformité aux exigences du bailleur.

D'autre part, RINOVA s'appuie sur un **partenariat riche et multidimensionnel**, impliquant des institutions publiques, des organismes techniques, des centres de recherche, des OSC et des collectivités territoriales. L'ensemble de ces acteurs sont engagés à différents niveaux dans la mise en œuvre du projet.

II.2.1. Commanditaire (ARCS APS)

ARCS, avec son équipe en Tunisie, constitue le partenaire opérationnel principal direct sur le terrain, avec un rôle central dans la mise en œuvre locale :

- Supervision des activités menées dans le gouvernorat de Tataouine ;
- Coordination continue avec les institutions publiques tunisiennes ;
- Mise à disposition des éléments nécessaires à l'évaluation (données, rapports, documents administratifs, outils de suivi) ;
- Facilitation de l'accès aux jeunes bénéficiaires, aux OSC locales, aux autorités régionales et aux communautés impliquées.

La Municipalité de Nuoro, appuyée par ARCS APS, intervient pour l'appui stratégique et méthodologique :

- Veiller à l'alignement global du projet avec les orientations initiales ;
- Assurer le respect des standards exigés par le bailleur ;
- Gérer la coordination transnationale avec les partenaires italiens ;
- Garantir la qualité des échanges, transferts de compétences et apprentissages entre la Sardaigne et la Tunisie.

II.2.2. Partenaires impliqués

PARTENAIRES ITALIENS :

- **Chef de file du partenariat** : Municipalité de Nuoro (Italie) assure la coordination générale, expertise gouvernance environnementale et gestion des déchets.
- **è-Comune srl** (société Municipalité Nuoro) : responsable technique gestion déchets, périmètre pilote
- **Centro di Educazione Ambientale e allo Sviluppo Sostenibile (CEAS) Nuoro** : éducation environnementale, formation jeunes éducateurs tunisiens.
- **Associazione Internazionale Città della Terra Cruda** : restauration Ksar Ouled Soltane, promotion patrimoine terre crue.
- **Università di Cagliari - Dipartimento di Scienze Chimiche e Geologiche (DSCG)** : irrigation, gestion eaux usées, suivi scientifique.
- **Associazione Piccoli Progetti Possibili** : appui technique et organisationnel.
- **ARCI Sud Sardegna** : coordination transnationale, échanges bonnes pratiques, gouvernance.

PARTENAIRES TUNISIENS

Institutions publiques et organismes techniques :

- **Institut des Régions Arides (IRA)** : expertise environnement et agroécologie.
- **Office de Développement du Sud (ODS)** : appui institutionnel développement territorial.
- **Municipalité de Tataouine** : gestion déchets, mise en œuvre périmètre pilote.
- **Institut National du Patrimoine (INP)** : supervision restauration Ksar Ouled Soltane.

Parties prenantes du projet :

- **Commissariat Régional au Développement Agricole (CRDA)** : gestion terres agricoles, irrigation 30 ha eaux traitées.
- **Office National de l'Assainissement (ONAS)** : gestion station épuration (STEP) Tataouine Nord-El Ghordhab.

Acteurs économiques et associatifs :

- **Groupements de Développement Agricole** : bénéficiaires et partenaires circuits production/commercialisation.
- **FTADD et réseaux touristiques locaux** : intégration circuit touristique, marketing territorial.

II.2. Bénéficiaires directs et indirects

CATÉGORIE	BÉNÉFICIAIRES	NATURE
	Jeunes femmes et hommes du gouvernorat de Tataouine	Sélection et accompagnement pour la création de micro-entreprises agricoles (irrigation des 30 ha), participation à l'unité de compostage, formations en pratiques agricoles innovantes,

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS		entrepreneuriat, gouvernance locale et marketing territorial.
	Porteurs de projets agricoles	Accès aux terres du CRDA, utilisation des eaux usées traitées et des boues valorisées, accompagnement technique et organisationnel.
	Jeunes formés en éducation environnementale, tourisme et patrimoine	Renforcement des capacités, animation d'activités de sensibilisation, implication dans les circuits touristiques et patrimoniaux.
	Institutions tunisiennes partenaires (CRDA, INP, ONAS, Municipalité de Tataouine, ODS, IRA, ANGED, etc.)	Renforcement des capacités techniques et institutionnelles en matière de gestion des eaux usées et des boues, gouvernance des déchets, valorisation du patrimoine et pilotage territorial.
	Structures touristiques et culturelles locales	Bénéfice direct de la restauration du Ksar Ouled Soltane, développement de circuits touristiques, mise en place d'un label écologique territorial et amélioration de l'attractivité du territoire.
	Ménages et usagers de la zone pilote de collecte des déchets	Amélioration des services municipaux de gestion des déchets, participation aux dispositifs de tri et de sensibilisation environnementale.
BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS	Communautés locales du gouvernorat de Tataouine	Amélioration du cadre de vie, réduction des nuisances environnementales, retombées économiques locales et renforcement de la cohésion sociale.
	Agriculteurs de la région	Accès indirect à des solutions durables (compost, irrigation), diffusion des pratiques agricoles innovantes et résilientes au climat.
	Entreprises touristiques et économiques locales	Bénéfices liés à la valorisation du patrimoine, au marketing territorial et à l'augmentation de l'attractivité touristique.
	Enfants, élèves et familles	Sensibilisation environnementale, amélioration de l'environnement urbain et rural, effets à long terme sur les comportements écologiques.
	Acteurs institutionnels tunisiens et italiens	Capitalisation des expériences, transfert de compétences, renforcement des partenariats de coopération territoriale et institutionnelle.
	Population urbaine de Tataouine	Bénéfices indirects liés à l'amélioration de la gestion des déchets, des eaux usées et à la protection de l'environnement.

III. RESULTATS DE L'EVALUATION

La présente section couvre l'analyse évaluative du projet RINOVA au regard des critères « Pertinence, Cohérence, Efficacité, Efficience, Impacts et durabilité », tel que défini par le cadre de référence OCDE-CAD permettant une analyse globale de la logique d'intervention, de son avancement et de sa contribution au développement durable du territoire de Tataouine

III.1. *Pertinence* : adéquation des objectifs du projet avec les besoins territoriaux, politiques nationales et priorités locales

L'analyse de la pertinence s'attachera à examiner, d'une part, l'alignement du projet avec les priorités nationales tunisiennes et les engagements internationaux en matière de développement durable, de gouvernance environnementale et de résilience climatique ; d'autre part, l'adéquation des interventions proposées avec les besoins concrets et les vulnérabilités identifiées au niveau local ; et enfin, la manière dont le projet s'est articulé avec les initiatives existantes portées par les partenaires institutionnels, associatifs et territoriaux

III.1.1. Alignement du projet avec les priorités nationales et internationales

En effet, les entretiens menés avec les acteurs institutionnels confirment un **fort alignement avec les mandats publics**. La municipalité de Tataouine souligne que le projet répond directement à ses missions fondamentales de **réduction des déchets**, et d'**amélioration de l'environnement urbain**, tout en contribuant à l'émergence d'une **culture du tri-sélectif** pour les citoyens. De même, l'Institut National du Patrimoine considère que l'intervention de RINOVA a été déterminante pour la **préservation d'un monument national protégé**, dans un contexte marqué par la rareté des financements publics et la complexité du régime foncier des Ksour.

Sur le plan environnemental, le projet s'est aligné avec les engagements internationaux de la Tunisie relatifs à la **lutte contre la pollution**, à la **valorisation des déchets organiques** et à la **promotion de solutions d'économie circulaire**, notamment à travers la mise en place d'une unité pilote de compostage reposant sur un partenariat public-privé (PPP). Les acteurs techniques et économiques interrogés confirment que cette approche contribue prioritairement à l'amélioration de l'environnement avant même toute considération de rentabilité financière.

Pour finir, les actions menées en faveur des **femmes membres des GDA** et des **jeunes engagés au sein de la Green Team** s'inscrivent dans les cadres internationaux de **promotion de l'égalité de genre**, de **participation citoyenne** et de **renforcement du capital humain**, en cohérence avec les ODD, notamment ceux relatifs à l'égalité des sexes, au travail décent, aux villes durables et à la consommation responsable.

III.1.2. Adéquation avec les besoins identifiés des bénéficiaires dans la région de Tataouine

L'analyse des focus groups et des entretiens individuels met en évidence une **forte adéquation entre les interventions du projet et les besoins réels des bénéficiaires** dans la région de Tataouine, besoins identifiés dans le cadre du diagnostic d'avant-projet et largement partagés par les acteurs locaux.

Pour les **GDA**, le projet a répondu à un besoin prioritaire d'**infrastructures fonctionnelles**, d'**accès au marché** et de **renforcement des capacités**, et ce en matière de commercialisation, de gestion financière et de valorisation des produits du terroir

Quant aux **jeunes membres de la Green Team**, le projet a répondu à un besoin inédit en matière d'**éducation environnementale appliquée**, dans un contexte où aucune initiative structurée de compostage ou de sensibilisation écologique n'existait auparavant à Tataouine. L'approche combinant formations théoriques, actions de terrain (porte-à-porte, campagnes de sensibilisation) et accompagnement humain a été jugée particulièrement pertinente, car elle a permis non seulement l'acquisition de compétences, mais également un **changement concret des comportements individuels et collectifs**.

III.1.3. Complémentarité avec les initiatives partenaires

RINOVA se distingue par une **forte complémentarité** avec les initiatives des partenaires locaux, nationaux et internationaux, fondée sur une logique de co-construction.

Avec la **municipalité de Tataouine**, les actions se sont articulées aux services municipaux existants (collecte déchets, mobilisation ressources humaines, sensibilisation citoyens), renforçant l'appropriation institutionnelle et positionnant la municipalité comme acteur central de la durabilité.

L'**Institut National du Patrimoine** a combiné expertise publique et flexibilité associative pour une restauration difficile par financements publics classiques. Le **partenariat public-privé** du compostage illustre la complémentarité public (environnement, réduction déchets) et privé (valeur, revenus), assurant la viabilité.

Enfin, la **coopération italo-tunisienne** a apporté expertise technique via échanges, missions et visites, inscrivant RINOVA dans un apprentissage mutuel.

III.2. *Cohérence* : articulation entre les composantes du projet et complémentarités avec d'autres initiatives ou acteurs

Il s'agit d'analyser dans quelle mesure le diagnostic posé au départ et les hypothèses retenues étaient en phase avec les réalités locales, si les objectifs formulés s'inscrivent de manière

logique par rapport aux résultats attendus, et si les choix méthodologiques opérés étaient pertinents au regard des enjeux identifiés.

III.2.1. Validité des hypothèses et du diagnostic initial

Le diagnostic initial ayant sous-tendu la conception du projet RINOVA apparaît globalement **pertinent et bien ancré dans les réalités territoriales du gouvernorat de Tataouine**, comme en témoignent les constats convergents issus des entretiens avec les acteurs institutionnels, économiques et communautaires.

Hypothèses clés largement validées :

- Déficits en gestion déchets, sensibilisation environnementale, valorisation organique.
- Faible capacité d'investissement des acteurs locaux, en particulier des GDA et des structures communautaires.
- Vulnérabilité patrimoine (Ksour : financements rares, contraintes foncières)
- Le **potentiel d'engagement des jeunes et des femmes** en tant qu'acteurs du changement.

Les focus groups confirment que ces hypothèses correspondaient aux besoins effectivement ressentis par les bénéficiaires.

Nonobstant, certains entretiens mettent en évidence que le diagnostic initial a **partiellement sous-estimé l'ampleur des contraintes administratives, foncières et institutionnelles**. Ces facteurs, bien que connus, se sont révélés plus structurants que prévu.

III.2.2. Cohérence des objectifs et des résultats attendus

Dans sa conception, RINOVA présente une **cohérence interne satisfaisante** entre objectifs stratégiques, résultats attendus et activités, particulièrement dans les axes environnement, économie locale et patrimoine.

Les objectifs environnementaux (réduction déchets, tri sélectif, compostage) se relient directement à des résultats concrets : unité pilote compostage, bacs tri, campagnes porte-à-porte, renforcement capacités municipales et communautaires. Les entretiens avec la municipalité et la Green Team confirment des changements de pratiques et implication citoyenne accrue.

De même, **les objectifs de valorisation économique** (appui GDA et entreprises sociales) se traduisent par rénovation du locaux, points de vente, accès marchés, compétences gestion et commercialisation. Les bénéficiaires reconnaissent cette cohérence, malgré contraintes matérielles persistantes limitant certains résultats.

L'objectif de préservation du patrimoine est cohérent avec le restauration du Ksar, valorisation savoir-faire, synergies artisanat et économie locale. L'INP note que sans le projet, ces résultats n'auraient pas été atteints si vite.

Néanmoins, il s'avère inévitable de mentionner que l'analyse met en évidence que certains résultats attendus, notamment ceux liés à la montée en échelle de certaines composantes (lagunage), reposaient sur des conditions préalables qui n'étaient pas entièrement maîtrisées par le projet, ce qui a limité leur pleine réalisation.

III.2.3. Adéquation des approches méthodologiques

Globalement, les approches méthodologiques de RINOVA sont **adaptées au contexte local** et aux profils des bénéficiaires, constituant un point fort du projet. **L'approche participative**, mêlant sensibilisation communautaire, formations pratiques et accompagnement de proximité, est particulièrement appréciée. Les focus groups soulignent l'utilité concrète des formations, applicables avec suivi post-formation, favorisant appropriation des compétences et confiance des bénéficiaires dans leur capacité d'action.

L'approche multi-acteurs et partenariale, impliquant municipalité, institutions nationales, entreprises privées et sociales, GDA et partenaires internationaux, croise expertises complémentaires et mutualise les ressources. Les échanges transméditerranéens avec l'Italie apportent savoir-faire, comparaison de modèles et nouvelles pratiques.

Par ailleurs, **le recours à des projets pilotes** (cité pilote pour le tri, unité pilote de compostage, restauration ciblée d'un Ksar) constitue une approche méthodologique pertinente pour tester des solutions innovantes dans un contexte à forte contrainte, avant une éventuelle réplique.

III.3. Efficacité : degré d'atteinte des résultats et effets observables sur les bénéficiaires

L'analyse de l'efficacité révèle une performance globalement positive, marquée par des acquis tangibles dans tous les domaines d'intervention, tout en reconnaissant que certains objectifs ont été ajustés ou prolongés en raison de contraintes contextuelles et institutionnelles.

III.3.1 Réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs - Bilan constructif

L'analyse du cadre logique met en évidence que le projet a atteint, ou fait progresser de manière substantielle, la majorité de ses objectifs, et ce avec des niveaux de réalisation variables selon les différents axes d'intervention.

Résultat R.1.1 (La gestion des eaux usées, des boues et des déchets urbains a été améliorée)

Le projet a produit des avancées majeures parmi lesquelles :

- **Système photovoltaïque pour le pompage** ; Cette infrastructure de 30 kWp est aujourd'hui achevée et opérationnelle (contrat signé en mars 2023, travaux finalisés). Elle a été développée dans le cadre d'une collaboration solide avec le CRDA et les partenaires techniques concernés. Les délais observés dans la mise en service finale relèvent essentiellement de contraintes administratives, notamment les procédures de validation

auprès de la STEG et la sélection d'un prestataire fiable, et n'affectent pas la viabilité technique de la solution retenue. Il s'agit d'une première à l'échelle régionale, qui démontre concrètement la faisabilité du pompage agricole alimenté par des énergies renouvelables.

- **Amélioration de la gestion des eaux usées** ; L'Université de Cagliari, en partenariat avec l'IRA, a proposé puis validé la mise en place d'un bassin de lagunage reposant sur un système de traitement par filtration naturelle, visant à améliorer la qualité des eaux en sortie de la STEP, au-delà des prévisions techniques initialement envisagées. Les études de faisabilité conduites en 2023-2024 confirment la pertinence et la viabilité de cette solution, qui représente un gain environnemental notable par rapport au scénario de départ. Si le déploiement complet du périmètre irrigué prévu sur 30 hectares s'est heurté à des contraintes foncières complexes, caractéristiques du contexte tunisien (notamment en matière de droits de propriété et de procédures administratives) le projet a néanmoins permis d'identifier et d'explorer des alternatives crédibles, telles que des accords avec des SMSA ou le recours à des terrains privés. Ces options, bien que non finalisées à la clôture, constituent des pistes concrètes pour une mise en œuvre ultérieure.
- **Unité expérimentale de compostage** ; Cette unité a été conçue et mise en place de manière pleinement fonctionnelle, avec l'acquisition des équipements nécessaires et l'achèvement des infrastructures en janvier 2024 au sein de l'IRA El Ghordhab. Inexistant dans la région avant le projet, cet équipement a permis d'élaborer des formules de compost adaptées aux spécificités locales et de renforcer les compétences de techniciens du territoire. Par ailleurs, une seconde unité de compostage a été installée en partenariat avec la municipalité. Elle constitue aujourd'hui un socle opérationnel crédible pour le développement de la valorisation des déchets, un enjeu environnemental central pour la région.
- **Système pilote de collecte différenciée** ; la zone pilote (Cité Elmahrajne, couvrant 500 ménages et 100 usagers non domestiques) a été clairement délimitée, avec un plan de gestion validé par l'ensemble des partenaires en avril 2023. Les équipements ont été pleinement intégrés au dispositif municipal, incluant 440 conteneurs, un camion, une mini-chargeuse ainsi qu'un personnel dédié. Cette composante constitue une réalisation aboutie et pose les bases d'un modèle de gouvernance reproductible dans d'autres zones de la ville. Des évolutions positives des comportements en matière de tri à la source sont d'ores et déjà perceptibles, ouvrant la voie à une extension progressive du dispositif.

Résultat R.1.2 (Des micro-entreprises et des circuits économiques ont été créés)

Le projet a produit des résultats adaptatifs et prometteurs dont :

- **Gestion des défis fonciers** ; Bien que l'objectif initial de 10 fermes agricoles ait été confronté à des obstacles fonciers structurels (absence de terres publiques disponibles à proximité de la STEP et complexité de la régulation foncière tunisienne), le projet a toutefois démontré de la résilience en explorant des modèles alternatifs en annulant tout simplement cette partie du projet. Cette flexibilité adaptative reflète une capacité à apprendre et à réorienter face à des contraintes réelles.
- **Partenariat public-privé (PPP) pour le compostage** ; Plutôt que de créer 5 micro-entreprises de compostage fragiles, le projet s'est réorienté vers un modèle de partenariat public-privé plus viable et durable avec l'entreprise EL Thouraya des services agricoles. Ce PPP, intègre la municipalité et l'entreprise, et démontre une plus grande solidité institutionnelle. Ce modèle constitue une innovation gouvernementale et une approche plus durable pour la gestion commerciale du compostage territorial.
- **Point de vente collectif pour les GDA** ; Cette infrastructure a été réalisée avec succès à proximité du Ksar Ouled Soltane et est aujourd'hui pleinement opérationnelle. Le point de vente mis en place a démontré son utilité en renforçant la visibilité des GDA et en facilitant leur accès au marché. Les revenus générés, bien que demeurant modestes, constituent une amélioration concrète pour les femmes productrices concernées. Par ailleurs, l'existence de ce point de vente de référence ouvre des perspectives réalistes de réplication dans d'autres quartiers ou sur des sites à vocation touristique.

Résultat R.2.1 (La valorisation du patrimoine et la sensibilisation environnementale ont été menées et consolidées)

Les résultats obtenus sont particulièrement significatifs :

- **Restauration du Ksar Ouled Soltane** ; Succès majeur : Ce monument national, protégé mais en péril, a été restauré sous la supervision de l'Institut National du Patrimoine, grâce au co-financement du projet RINOVA. Sans cette intervention, le Ksar aurait continué à se détériorer. La restauration intègre maintenant un point de vente fonctionnel, reliant patrimoine et économie locale. Les travaux ont également permis la préservation des savoir-faire locaux en maçonnerie et restauration, un acquis immatériel d'importance.
- **Actions impactantes de la Green Team** ; 12 jeunes ont été sélectionnés et formés sur la base de critères méritocratiques. 4 écoles bénéficient désormais d'activités structurées d'éducation à l'environnement, et 3 jardins scolaires potagers ont été aménagés. La Green Team organise régulièrement des ateliers de sensibilisation (ateliers scolaires, participation à des événements locaux, action porte-à-porte pour la zone pilote pour le tri et la collecte des déchets organiques) et diffuse également ses messages via les réseaux sociaux. Bien que son financement dépende encore d'ARCS, cette structure se distingue

surtout par l'engagement citoyen de ses membres, qui jouent un rôle actif dans la sensibilisation de leur communauté. Elle témoigne ainsi d'une capacité réelle à impulser, à son échelle, un changement progressif des mentalités autour des enjeux portés par le projet. Dans cette perspective, sa pérennité ne repose pas sur une logique de rémunération des actions de sensibilisation à long terme (ce qui n'était d'ailleurs pas envisagé initialement) mais davantage sur la consolidation de cette dynamique volontaire et citoyenne.

- **Sensibilisation scolaire** ; Un grand nombre d'élèves et d'enseignants ont pris part à des activités de sensibilisation à l'environnement, comprenant des formations pratiques, des visites de terrain et des projets de compostage au sein des écoles. Les retours des éducateurs indiquent un véritable changement de comportement et d'attitude chez les jeunes, notamment en matière de protection de l'environnement et de tri des déchets.

III.3.2 Effets observables sur les bénéficiaires - Impact réel documenté

De prime abord, RINOVA a renforcé les capacités des bénéficiaires directs (GDA, Green Team). Les formations ont amélioré la gestion financière, le marketing et la valorisation des produits des GDA ; le point de vente collectif assure une clientèle régulière et stabilité commerciale. La Green Team a acquis compétences en éducation environnementale et anime activement les sensibilisations, confirmant efficacité et pertinence du dispositif.

La municipalité gagne en gestion des déchets et coordination multi-acteurs ; l'INP réalise une restauration majeure via co-financement.

Enfin, citoyens et écoles, sensibilisés aux enjeux environnementaux et tri, évoluent dans leurs pratiques, surtout chez les jeunes. Ces changements comportementaux forment un socle durable pour une transformation locale progressive.

III.4. **Efficiences** : utilisation des ressources humaines, techniques et financières par rapport aux résultats obtenus

Nous allons voir dans quelle mesure les moyens financiers, humains et organisationnels ont été utilisés de manière optimale au regard des objectifs poursuivis et des effets produits tout en évaluant la pertinence des dispositifs de coordination, de gestion et de mise en œuvre au regard des contraintes du contexte et des résultats atteints.

III.4.1. Mobilisation des ressources financières

L'analyse du budget initial de RINOVA montre une mobilisation financière cohérente avec les objectifs et composantes du projet. La structure priorise les dépenses opérationnelles : appui bénéficiaires (rénovation locaux, équipements, formations), expertises locales/internationales, pour des résultats concrets et ancrés localement.

Budget total consolidé : **1 779 200 €** (AICS : 1 400 000 € / 78,68% ; cofinancement consortium Nuoro : 379 200 € / 21,32%), témoignant d'un engagement substantiel des partenaires pour crédibilité et soutenabilité.

La répartition prioritaire est comme suit :

- Ressources humaines : 715 540 € (40,21%)
- Investissements, équipements et services techniques : 697 300 € (39,19%)
- Activités : 163 065 € (9,16%)
- Frais généraux : 131 595 € (7,40%)
- Suivi-évaluation : 26 000 € (1,46%)
- Communication et visibilité : 18 400 € (1,03%)
- Services : 27 300 € (1,53%)

Dans les 80% de la répartition budgétaires entre les ressources humaines et l'investissement structurants, limitant les coûts indirects.

L'analyse comparative entre le **budget initial (originaire)** et le **budget ajusté** montre que les variations budgétaires observées demeurent **contenues et maîtrisées**, sans remise en cause de l'architecture financière globale du projet.

Par ailleurs, des **contraintes administratives et foncières**, rencontrées dans certaines composantes, ont entraîné des retards dans l'exécution de certaines lignes budgétaires, affectant temporairement le rythme de décaissement et la capacité d'absorption des fonds.

III.4.2. Efficience des ressources humaines et organisationnelles

Les entretiens avec partenaires institutionnels (municipalité, INP) révèlent une forte implication des ressources humaines locales, souvent au-delà des prévisions. La municipalité a mobilisé personnel, matériel et logistique supplémentaires pour soutenir les activités, améliorant l'efficience sans surcoûts directs.

Chez les bénéficiaires (GDA, Green Team), l'engagement volontaire, renforcé par formations ciblées et accompagnement de proximité, optimise les ressources disponibles. Toutefois, plusieurs participants notent la difficulté de pérenniser cet engagement sans reconnaissance ou compensation formelle.

L'organisation et la coordination d'ARCS sont unanimement saluées comme facteur clé d'efficience : communication directe, flexibilité, adaptation au contexte local, surmontant les contraintes opérationnelles. Les échanges techniques italiens apportent solutions concrètes et références comparatives.

S'agissant des ressources humaines, elles constituent le **premier poste budgétaire du projet**, représentant **40,21 % du budget total**. Ce niveau s'explique par la nature même de l'intervention, fortement axée sur : La coordination multi-acteurs ; L'accompagnement technique ; Le renforcement des capacités institutionnelles et locales ; Le suivi opérationnel de dispositifs complexes et innovants.

Cela dit, il est vrai que la part des ressources humaines (**40,21 %**) se situe **légèrement au-dessus du seuil indicatif de 40 %**, seuil couramment utilisé par certains bailleurs de fonds internationaux dans l'analyse de l'efficience budgétaire. Cette situation ne remet pas en cause la conformité du projet aux exigences du bailleur principal, mais appelle une **lecture qualitative et contextualisée** de cette répartition.

Nous concluons sur le plan organisationnel que la gestion des ressources humaines apparaît globalement **efficace**, comme en témoignent :

- ✓ La stabilité de la structure des coûts malgré les variations budgétaires,
- ✓ L'absence de dérive financière,
- ✓ La capacité du consortium à ajuster les ressources en fonction des besoins opérationnels réels.

III.5. Orientation vers l'impact et la durabilité du projet

Dans cette section nous nous attacherons ainsi à analyser dans quelle mesure RINOVA a généré des changements significatifs et durables pour le territoire et ses acteurs.

III.5.1. L'impact du projet

L'analyse croisée des données issues des entretiens, des observations de terrain et de la documentation du projet montre que le projet RINOVA a généré des **impacts différenciés selon les composantes**, dont l'ampleur doit être appréciée en tenant compte du **stade de mise en œuvre**, des **contraintes contextuelles** et du caractère **pilote** de plusieurs interventions.

Commençons par le plan **environnemental**, où l'impact du projet demeure **progressif et conditionné** à la pleine mise en marche de l'unité de compostage et à l'opérationnalisation effective du partenariat public-privé (PPP) avec la municipalité. En effet, les actions menées en amont, telles que la sensibilisation des citoyens, l'introduction du tri à la source et la mise en place de dispositifs pilotes, ont principalement produit des **effets préparatoires** et des changements de pratiques encore en phase de consolidation.

Les acteurs techniques et institutionnels convergent pour considérer que l'impact environnemental significatif ne pourra être pleinement observé qu'après la montée en charge régulière de l'unité de compostage, l'élargissement du circuit de collecte et la stabilisation du modèle de gestion.

Quant sur le plan **économique**, l'impact du projet reste **modéré et localisé**. La mise en place d'un **seul point de vente** pour la commercialisation des produits des GDA constitue une avancée concrète, mais encore insuffisante pour générer un effet structurant à l'échelle territoriale. Les bénéficiaires soulignent que ce point de vente a permis d'améliorer la visibilité des produits locaux et d'initier une dynamique de commercialisation, sans pour autant garantir, à ce stade, des revenus stables et significatifs pour l'ensemble des groupes bénéficiaires.

Les partenariats économiques engagés, notamment dans le cadre du compostage, posent les bases d'un modèle de génération de revenus partagé, mais leur impact économique réel dépendra de la régularité de la production, de l'accès aux marchés et de la sécurisation des circuits de commercialisation.

En ce qui concerne le plan **institutionnel et de la gouvernance locale**, l'impact du projet apparaît plus structurant. RINOVA a contribué à renforcer les capacités de la municipalité et des institutions partenaires, en particulier en matière de gestion environnementale, de mobilisation citoyenne et de coordination multi-acteurs. Plusieurs acteurs institutionnels estiment que le projet a permis d'expérimenter de nouveaux modes de collaboration entre collectivités locales, société civile et acteurs économiques, renforçant ainsi les bases d'une gouvernance locale plus participative.

Sur le plan **social et communautaire**, le projet a eu un impact notable en termes de **sensibilisation et d'engagement citoyen**. Les actions de formation, de sensibilisation et d'implication directe des habitants ont contribué à une évolution progressive des comportements, notamment en matière de tri des déchets et de protection de l'environnement. Bien que ces changements restent fragiles et hétérogènes, ils constituent un acquis important pour les futures interventions.

S'agissant de l'axe **culturel et patrimonial**, l'impact du projet est significatif. La restauration du Ksar (KOS) a permis la **préservation d'un monument national protégé**, tout en contribuant à la valorisation du patrimoine matériel et immatériel local. La mise à disposition d'un point de vente au sein du site restauré renforce la dimension économique et culturelle de cette intervention, en favorisant la valorisation des savoir-faire traditionnels (artisanat, gastronomie, textile) et en créant un lien entre patrimoine et activités génératrices de revenus.

Enfin, en matière de **changement de perceptions et de pratiques**, le projet a contribué à renforcer la conscience collective autour des enjeux environnementaux, patrimoniaux et de développement local. Cet impact immatériel, bien que **difficilement quantifiable** à court terme, est largement reconnu par l'ensemble des acteurs interrogés comme l'un des principaux acquis du projet.

Tout compte fait, l'impact de RINOVA doit être analysé comme **différencié et évolutif** dans le sens où il s'avère :

- **Encore limité mais porteur de potentiel** sur les volets environnemental et économique,
- **Plus structurant** sur les plans institutionnel, social et patrimonial.

Cette lecture nuancée reflète fidèlement l'état d'avancement du projet et constitue une base réaliste pour l'analyse de la durabilité et de la réplicabilité des actions engagées.

III.5.2. Facteurs de la durabilité des résultats

Parmi les facteurs favorables, l'**appropriation locale** apparaît comme un élément central. Dans le sens où, les partenaires institutionnels, en particulier la municipalité, ont été étroitement impliqués dans la conception et la mise en œuvre des activités. Cette implication s'est traduite par des contributions en ressources humaines, matérielles et logistiques, ainsi que par une volonté affirmée de poursuivre certaines actions au-delà de la durée du projet.

La **viabilité économique** de certaines composantes constitue également un facteur clé de durabilité. Les modèles fondés sur la génération de revenus (compostage, points de vente des GDA) offrent des perspectives de pérennisation, à condition que les circuits de collecte, de production et de commercialisation soient consolidés et élargis. Les bénéficiaires soulignent que la durabilité dépendra en grande partie de la capacité à atteindre une masse critique suffisante et à sécuriser les partenariats commerciaux.

Un autre facteur majoritairement déterminant, c'est le **renforcement des capacités**. En effet, les formations techniques, les échanges d'expériences (notamment avec les partenaires italiens) et l'accompagnement de proximité ont permis de développer des compétences locales, réduisant la dépendance à une assistance externe à long terme.

Nonobstant, l'analyse met également en évidence des facteurs de fragilité mais qui échappent au contrôle direct des gestionnaires du projet et de certains acteurs locaux dans la mesure où certaines initiatives restent dépendantes de **décisions administratives ou foncières**. De plus, l'engagement volontaire des citoyens et des membres des GDA, bien qu'essentiel, pourrait s'éroder en l'absence de mécanismes formels de reconnaissance ou de soutien financier.

A titre représentatif, le cas spécifique du patrimoine où la durabilité des interventions est conditionnée à la mise en place de **structures de gestion locales** capables de représenter les habitants et d'assurer l'entretien des sites restaurés. L'absence de dispositifs institutionnalisés de gestion collective constitue un risque pour la pérennité à long terme.

III.5.3. Capacité de répliquabilité du projet

Certes, le projet RINOVA présente une **forte capacité de répliquabilité**, tant au niveau local que dans d'autres territoires présentant des caractéristiques similaires, mais ceci est sous une réserve de certaines conditions.

Les acteurs interrogés par nos consultants soulignent que plusieurs composantes du projet reposent sur des **modèles modulaires et adaptables**, notamment :

- Les dispositifs de tri et de compostage à l'échelle municipale,
- Les partenariats public-privé pour la valorisation des déchets,
- L'appui aux GDA et aux entreprises sociales,
- Les approches de valorisation du patrimoine articulées à des activités économiques locales.

En réalité, ces modèles peuvent être reproduits dans d'autres municipalités ou régions, à condition d'être adaptés au contexte local (disponibilité foncière, capacités institutionnelles, mobilisation citoyenne). Les partenaires institutionnels estiment que RINOVA constitue une **expérience pilote** dont les enseignements peuvent alimenter des politiques publiques plus larges en matière de gestion des déchets, d'économie verte et de développement local.

Les gestionnaires du projet estiment, pour leur part, que l'approche intégrée de RINOVA, articulant les dimensions environnementale, économique, patrimoniale et de gouvernance, offre un cadre **perspicace** pour la conception et la mise en œuvre d'interventions futures.

En outre, l'analyse souligne que la répliquabilité du modèle dépendra de la **capacité à sécuriser les cadres institutionnels et administratifs**, ainsi que de la disponibilité de financements adaptés. Comme nous avons vu, les retards rencontrés dans certaines composantes montrent que la reproduction du modèle nécessite une anticipation renforcée des contraintes foncières et réglementaires.

IV. ANALYSE TRANSVERSALE ET ENSEIGNEMENTS CLES

IV.1. Facteurs de réussite et contraintes rencontrées

Nous y examinerons, dans un premier temps, les principaux facteurs de réussite du projet ainsi que les contraintes rencontrées au cours de sa mise en œuvre.

IV.1.1. Facteurs de réussite

L'un des principaux facteurs de réussite du projet tient à la **forte implication des acteurs locaux**, notamment les institutions territoriales (municipalité de Tataouine, INP) et les bénéficiaires directs (GDA, Green Team), aux côtés des partenaires internationaux, en

particulier italiens. Cette mobilisation, souvent au-delà des engagements initiaux, a renforcé l'ancrage territorial des actions.

La coordination assurée par la municipalité de Nuoro, avec l'appui d'ARCS APS, a également joué un rôle déterminant. Les échanges sont jugés fluides et constructifs, permettant d'ajuster les interventions aux réalités locales et de dépasser plusieurs contraintes opérationnelles.

Le projet a par ailleurs bénéficié d'une réelle **complémentarité entre partenaires**, illustrée par des apports techniques concrets des partenaires italiens, à travers des missions, des visites et des transferts de savoir-faire, contribuant au renforcement des capacités locales.

Enfin, **l'approche progressive adoptée**, notamment pour les volets environnementaux et économiques, a favorisé une appropriation locale solide tout en limitant les risques. La dimension intégrée du projet, à la croisée de l'environnement, de l'économie, du patrimoine et de la sensibilisation, a permis de générer des effets positifs en matière de mobilisation et de changement de comportements.

IV.1.2. Contraintes rencontrées

En dépit de ces avancées positives, le projet a néanmoins dû composer avec diverses contraintes qui ont influencé le déroulement de sa mise en œuvre et, dans certains cas, limité l'atteinte complète des objectifs fixés.

La complexité des procédures administratives et foncières constitue la principale difficulté. Les délais liés aux autorisations, à la mobilisation du foncier et aux validations institutionnelles ont entraîné des retards importants, impactant notamment certaines infrastructures et financements, comme en témoigne la non-réalisation du bassin de lagunage.

Par ailleurs, certains besoins opérationnels, notamment en équipements et en intrants pour les GDA, ont été sous-estimés au départ. Bien que des ajustements aient été apportés, cela a parfois freiné l'accès rapide à une autonomie économique.

Le caractère pilote de certaines composantes, comme le compostage ou les partenariats public-privé, a également introduit des incertitudes nécessitant des phases d'adaptation plus longues.

Enfin, une formalisation plus précoce de la coordination interinstitutionnelle aurait permis de mieux anticiper certains blocages et de clarifier les rôles dès le départ.

IV.2. Bonnes pratiques et innovations identifiées

BP1. Une coordination multi-acteurs flexible et de proximité

La coordination assurée par la municipalité de Nuoro, supporté par ARCS APS, fondée sur une communication directe, une capacité d'adaptation et une présence de terrain régulière, constitue une bonne pratique reconnue par l'ensemble des acteurs. Cette approche a permis d'ajuster les interventions en fonction des contraintes locales et de maintenir la cohérence globale du projet malgré les aléas.

BP2. La combinaison d'expertises locales et internationales

La mobilisation conjointe d'expertises locales, nationales et internationales a renforcé la qualité technique des interventions tout en favorisant le transfert de compétences. Cette complémentarité a permis d'ancrer les solutions proposées dans le contexte local, tout en bénéficiant d'expériences comparatives et de standards internationaux.

BP3. L'approche intégrée environnement-économie-renforcement des capacités

Le projet RINOVA se distingue par une approche intégrée combinant enjeux environnementaux, économiques et sociaux. Cette transversalité a favorisé des synergies entre les différentes composantes du projet et renforcé la cohérence globale de l'intervention, malgré la complexité accrue de coordination qu'elle implique.

BP4. La valorisation du territoire et des savoir-faire locaux

Le projet a contribué à valoriser les ressources locales, le patrimoine naturel et les savoir-faire des bénéficiaires, renforçant ainsi le sentiment d'appropriation et l'identité territoriale. Cette approche constitue une base solide pour le développement futur d'initiatives économiques et environnementales ancrées dans le territoire.

BP5. Consolider la chaîne de valeur avant toute logique d'extension territoriale

Le projet RINOVA a adopté une approche progressive fondée sur la consolidation préalable de l'ensemble de la chaîne de valeur du compostage. Les efforts ont porté prioritairement sur la structuration des différentes étapes ; collecte, traitement, organisation du travail, logistique, valorisation du produit et débouchés économiques, avant toute perspective d'extension territoriale.

Cette démarche a permis de limiter les risques fréquemment observés dans les projets environnementaux, tels que la sous-utilisation des infrastructures, l'absence de débouchés commerciaux ou la non-viabilité économique des unités mises en place.

BP6 : Accepter l'incomplétude comme condition de durabilité

Le projet RINOVA a adopté une approche pragmatique en acceptant que l'ensemble des dispositifs ne soit pas entièrement formalisé à la fin de la période de mise en œuvre. Plutôt que de verrouiller prématurément des structures encore en phase de maturation, le projet a laissé des marges d'évolution concernant notamment le statut de la Green Team, l'extension de l'unité de compostage et la formalisation du partenariat public-privé. Cette incomplétude

maîtrisée a favorisé une appropriation réelle des dynamiques par les acteurs locaux, renforçant ainsi les conditions de durabilité du projet en permettant aux partenaires et bénéficiaires d'adapter et de faire évoluer les dispositifs au-delà du cadre initial, plutôt que de se limiter à l'exécution d'un modèle figé.

IV.3. Leçons apprises et éléments transférables à d'autres territoires

L1. L'impact des projets territoriaux est progressif et nécessite une temporalité réaliste

L'expérience du projet RINOVA confirme que les projets à forte composante environnementale et économique produisent des effets graduels. Les dispositifs pilotes, tels que l'unité de compostage ou les mécanismes de valorisation économique, nécessitent une phase d'amorçage, suivie d'une montée en charge avant que des impacts mesurables puissent être observés. Une évaluation intermédiaire doit donc intégrer cette temporalité afin d'éviter toute surévaluation ou sous-évaluation prématurée des résultats.

L2. La maîtrise des procédures administratives dès le démarrage est déterminante pour le respect des délais

L'un des enseignements majeurs issus des entretiens et de l'analyse croisée concerne l'importance d'une maîtrise anticipée des procédures administratives, juridiques et foncières. Les retards observés dans certaines composantes du projet montrent que l'absence d'anticipation suffisante des autorisations, conventions et validations institutionnelles peut affecter significativement le calendrier de mise en œuvre et l'efficacité globale. Une préparation administrative renforcée dès la phase de conception apparaît comme un facteur clé de réussite.

L3. L'ancrage institutionnel conditionne la durabilité des actions

La durabilité des dispositifs mis en place dépend fortement du niveau d'implication des institutions locales et nationales. Lorsque les partenariats institutionnels sont formalisés tardivement ou restent informels, la mise en œuvre opérationnelle est fragilisée. À l'inverse, une implication précoce et structurée des acteurs institutionnels favorise l'appropriation locale, la continuité des actions et leur intégration dans les politiques publiques.

L4. Les ambitions économiques doivent être alignées avec les capacités réelles du territoire

Les données issues des bénéficiaires et des gestionnaires du projet montrent que les objectifs économiques doivent être adaptés aux capacités effectives de production, aux contraintes logistiques et à l'accès réel aux marchés. La concentration des efforts autour d'un point de vente unique illustre l'intérêt d'une stratégie graduelle, axée d'abord sur la consolidation avant toute extension ou diversification.

L5. Les ressources humaines sont un levier central mais doivent être finement calibrées

Le projet confirme que les ressources humaines constituent un facteur clé de réussite pour les projets complexes et multi-acteurs. Toutefois, leur mobilisation doit être calibrée de manière à concilier exigences techniques, contraintes budgétaires et seuils indicatifs des bailleurs. Une lecture qualitative de la structure des coûts RH est indispensable pour apprécier leur contribution réelle aux résultats.

L6. L'engagement communautaire renforce l'appropriation, mais a des limites structurelles

L'implication des bénéficiaires, notamment des GDA et des groupes communautaires, a favorisé l'appropriation locale des actions et renforcé leur pertinence. Néanmoins, les échanges montrent que l'engagement volontaire atteint ses limites en l'absence de perspectives économiques claires, de reconnaissance formelle ou de mécanismes d'incitation, ce qui peut affecter la continuité des initiatives.

L7. La flexibilité de gestion est essentielle face aux contraintes externes

Les ajustements opérés en cours de mise en œuvre démontrent que la capacité d'adaptation des équipes de gestion constitue une condition essentielle pour faire face aux contraintes externes (administratives, institutionnelles, contextuelles). Une gestion adaptative permet d'optimiser l'utilisation des ressources sans remettre en cause les objectifs stratégiques du projet.

L8. L'intégration transversale du genre et de l'inclusion nécessite une intentionnalité explicite

Bien que le projet ait permis une participation inclusive de différents groupes, l'analyse met en évidence que l'intégration du genre et de la non-discrimination reste plus efficace lorsqu'elle est explicitement formalisée dès la conception, à travers des objectifs clairs, des indicateurs adaptés et un suivi différencié.

IV.4. Aspects transversaux

IV.4.1. Intégration du genre dans la mise en œuvre du projet

Une part significative des bénéficiaires directs du projet, notamment au sein des **Groupements de Développement Agricole** et des activités liées à l'artisanat et à la transformation des produits locaux, est composée de **femmes**. Le projet a ainsi contribué à renforcer leur accès :

- Aux formations techniques et en gestion,
- Aux espaces de production et de commercialisation,
- Aux réseaux de partenaires institutionnels et économiques.

IV.4.2. Genre et engagement communautaire

Dans la composante environnementale, notamment à travers les actions de sensibilisation et la Green Team, le projet a favorisé une **participation mixte**, intégrant des femmes et des

hommes de différents âges et profils socio-professionnels. Les entretiens mettent en évidence des évolutions intéressantes en matière de **partage des rôles**, en particulier dans les pratiques de tri des déchets au niveau des ménages, où certaines tâches traditionnellement associées aux femmes ont progressivement été assumées de manière plus partagée.

Ces évolutions restent toutefois **progressives et contextuelles**, et ne sauraient être considérées comme des transformations structurelles profondes des rapports de genre à l'échelle du territoire.

IV.4.3. Non-discrimination et inclusion sociale

Le projet RINOVA n'a pas identifié de publics cibles sur la base de critères discriminants et a adopté une approche **inclusive** dans la sélection et l'accompagnement des bénéficiaires. Les activités ont été ouvertes à différents profils, incluant :

- Des femmes et des hommes,
- Des jeunes et des adultes,
- Des acteurs associatifs, institutionnels et économiques,
- Des habitants issus de quartiers populaires et de zones périphériques.

Certes aucune pratique discriminatoire n'a été signalée par les participants ou les partenaires, toutefois, certaines **contraintes d'accès** ont été relevées, notamment en lien avec ; les difficultés de transport, les horaires des formations et la disponibilité des participants.

IV.4.4. Limites et marges d'amélioration

Notre analyse met en évidence que la prise en compte du genre et de la non-discrimination repose principalement sur des **effets indirects** et sur les dynamiques locales existantes, plutôt que sur une stratégie explicitement formulée. Le projet ne dispose pas :

- D'un diagnostic genre initial formalisé,
- D'indicateurs spécifiques de suivi des effets différenciés selon le genre,
- De mécanismes dédiés pour réduire les inégalités structurelles.

Ces limites n'entament pas la cohérence globale du projet, mais réduisent sa capacité à documenter et à maximiser ses effets en matière d'égalité et d'inclusion.

V. RECOMMANDATIONS

Les recommandations sont structurées selon trois niveaux : **stratégique, opérationnel et transversal**, afin de répondre de manière cohérente aux différents leviers d'amélioration identifiés.

V.1. Recommandations stratégiques pour les partenaires et institutions locales

Rec.1. Consolider une logique d'impact progressif et assumé

Il est recommandé de clarifier et d'assumer une logique d'impact par étapes, en particulier pour les composantes environnementales et économiques du projet. Les actions à caractère pilote, telles que l'unité de compostage ou les dispositifs de commercialisation, devraient être structurées autour de phases clairement identifiées d'amorçage, de montée en charge et de consolidation. Cette approche permettra d'éviter toute surévaluation prématurée de l'impact et d'aligner les attentes des partenaires, des bénéficiaires et des bailleurs sur des résultats réalistes et mesurables.

(ARCS APS, bailleurs, partenaires institutionnels) ; **Priorité élevée, Durée : moyen terme, Ressources : faibles.**

Rec.2. Mieux articuler les ambitions économiques avec les capacités réelles du territoire

Il est recommandé d'aligner plus étroitement les objectifs économiques du projet avec les capacités réelles de production des bénéficiaires, l'accès effectif aux marchés et les contraintes logistiques et réglementaires du territoire. Une stratégie économique graduelle, fondée sur la consolidation des dispositifs existants, notamment le point de vente unique, devrait être privilégiée avant toute extension ou diversification.

(ARCS APS, partenaires économiques, bénéficiaires) ; **Priorité moyenne, Durée : moyen terme, Ressources : faibles.**

Rec.3. Anticiper les risques juridiques et administratifs dans les cadres logiques et les budgets

Il est recommandé d'intégrer explicitement les risques juridiques, administratifs et fonciers dans les cadres logiques et les dispositifs de suivi des projets, ainsi que de prévoir des marges de manœuvre budgétaires et temporelles adaptées. Cette anticipation favorisera une gestion plus réaliste des délais et contribuera à limiter les effets négatifs des blocages externes sur la mise en œuvre opérationnelle.

(ARCS APS, partenaires techniques) ; **Priorité moyenne, Durée : moyen terme, Ressources : faibles.**

V.2. Recommandations opérationnelles pour la mise à l'échelle, la pérennisation ou la répliquabilité du modèle RINOVA

Rec.4. Intégrer une expertise juridique dédiée dans la conception et la mise en œuvre des projets

Il est recommandé de prévoir, dès la phase de conception budgétaire, le recours à un-e juriste en tant que consultant-e pour accompagner les projets portant sur des dispositifs innovants, des partenariats public-privé ou des investissements structurants. Cette expertise permettra de sécuriser les conventions, d'anticiper les contraintes réglementaires et de fluidifier les relations contractuelles entre les parties prenantes, contribuant ainsi à une meilleure efficacité globale du projet.

(ARCS, bailleurs, partenaires techniques) ; **Priorité moyenne, Durée : moyen terme, Ressources : moyennes.**

Rec.5. Renforcer l'équipement productif des bénéficiaires

Il est recommandé de mieux intégrer les besoins en équipements de production, en matières premières et en outils spécifiques exprimés par les bénéficiaires, notamment les GDA. Les futures interventions devraient prévoir des lignes budgétaires plus flexibles et ciblées afin de compléter efficacement les actions de formation et d'accompagnement, et de renforcer la capacité productive réelle des bénéficiaires.

(ARCS APS, partenaires techniques, bailleurs) ; **Priorité élevée, Durée : court terme, Ressources : moyennes.**

Rec.6. Adapter davantage les modalités de formation et d'accompagnement

Il est recommandé d'adapter les modalités de formation aux contraintes des bénéficiaires, notamment en ajustant les horaires et les lieux, en renforçant les formations pratiques et les dispositifs d'accompagnement post-formation, et en valorisant davantage les compétences locales par la mobilisation de formateurs issus du territoire. Ces ajustements contribueront à améliorer l'appropriation des contenus et l'efficacité des actions de renforcement des capacités.

(ARCS APS, partenaires de formation, bénéficiaires) ; **Priorité moyenne, Durée : court terme, Ressources : faibles à moyennes.**

Rec.7. Améliorer l'anticipation des contraintes administratives et foncières

Il est recommandé d'intégrer, dès la phase de conception des projets, une analyse approfondie des risques liés aux procédures administratives, aux autorisations et aux questions foncières. Des délais réalistes, des scénarios alternatifs et une coordination interinstitutionnelle renforcée en amont permettront de limiter les retards d'exécution et d'améliorer l'efficacité globale des interventions.

(ARCS APS, autorités locales, partenaires institutionnels) ; **Priorité élevée, Durée : court terme, Ressources : faibles.**

V.3. Recommandations transversales

Rec.8. Renforcer les outils de suivi, de capitalisation et de documentation

Il est recommandé de renforcer les outils de suivi-évaluation afin de mieux documenter les résultats, les ajustements et les apprentissages du projet. Une capitalisation structurée facilitera la diffusion des enseignements auprès des partenaires et soutiendra les démarches de répliquabilité et de mise à l'échelle dans des contextes similaires.

(ARCS, *partenaires techniques*) ; **Priorité moyenne, Durée : moyen terme, Ressources : faibles.**

Rec.9. Intégrer plus explicitement les dimensions genre et inclusion

Il est recommandé d'intégrer de manière plus explicite les dimensions de genre et d'inclusion, notamment à travers un diagnostic genre simplifié en amont, la documentation des effets différenciés des actions selon le genre, et l'adaptation des activités afin de réduire les contraintes d'accès pour les femmes et les groupes vulnérables, sans modifier la vocation initiale du projet.

(ARCS APS, *partenaires locaux, associations*) ; **Priorité moyenne, Durée : moyen terme, Ressources : faibles.**

Rec.10. Renforcer la communication stratégique et la visibilité ciblée

Il est recommandé de renforcer la communication du projet de manière plus stratégique, en ciblant prioritairement les acteurs institutionnels clés, en valorisant les résultats concrets et les impacts plutôt que les seules activités, et en mobilisant de manière structurée les médias locaux et régionaux.

(ARCS APS, *partenaires communication*) ; **Priorité faible à moyenne, Durée : court terme, Ressources : faibles.**

Rec.11. Anticiper la mise à l'échelle et la répliquabilité dès la conception

Il est recommandé d'intégrer, dès la phase de conception des futurs projets, une réflexion structurée sur la répliquabilité et la mise à l'échelle, incluant des critères clairs de passage à l'échelle, une estimation réaliste des ressources nécessaires et une analyse des conditions de transférabilité dans d'autres territoires ou contextes institutionnels.

(ARCS APS, *bailleurs, partenaires stratégiques*) ; **Priorité moyenne, Durée : long terme, Ressources : moyennes.**

VI. ANNEXES

ANNEXE 1 : LA MATRICE DES QUESTIONS EVALUATIVES

Critère 1 : Pertinence et adéquation stratégique du projet

- Dans quelle mesure les objectifs, les résultats attendus et les activités du projet RINOVA répondent-ils aux besoins réels, exprimés et prioritaires des bénéficiaires finaux et des acteurs locaux de Tataouine ?
- Dans quelle mesure le projet s'inscrit-il en cohérence avec les stratégies et priorités nationales et régionales en matière de décentralisation, de développement territorial durable, d'emploi et de transition écologique ?
- Le projet a-t-il été conçu sur la base d'une analyse contextuelle solide, tenant compte des dynamiques socio-économiques, environnementales et institutionnelles propres au gouvernorat de Tataouine ?
- Les objectifs du projet demeurent-ils pertinents face à l'évolution du contexte politique, économique et institutionnel tunisien depuis son lancement ?
- Dans quelle mesure les activités mises en œuvre sont-elles alignées sur les besoins différenciés des groupes cibles (collectivités locales, acteurs économiques, jeunes, femmes, associations, etc.) ?
- Le projet a-t-il pris en considération les priorités et attentes des partenaires tunisiens et italiens dans la définition des approches et des interventions ?
- Dans quelle mesure la logique d'intervention (théorie du changement, chaîne de résultats) est-elle cohérente avec les problématiques structurelles identifiées et les ressources disponibles ?
- Le projet RINOVA a-t-il su s'articuler de manière complémentaire avec d'autres initiatives, programmes ou dispositifs nationaux et internationaux intervenant dans la même zone ou sur les mêmes thématiques ?
- Dans quelle mesure les choix méthodologiques, les partenariats et les modalités de gouvernance du projet renforcent-ils sa pertinence stratégique et son ancrage territorial ?
- Le projet a-t-il intégré, dès sa conception, les dimensions transversales de genre, de jeunesse et d'inclusion sociale, et ces dimensions ont-elles été traduites de manière opérationnelle dans la mise en œuvre ?
- Quels éléments témoignent de la valeur ajoutée du projet RINOVA par rapport aux interventions précédentes ou parallèles dans la région, en termes d'innovation, de complémentarité et de durabilité ?

Critère 2 : Validité et cohérence de la conception du projet

- Dans quelle mesure la conception initiale du projet RINOVA repose-t-elle sur une analyse pertinente des besoins, des défis et des potentialités du territoire de Tataouine ?

- La logique d'intervention du projet (chaîne de résultats, cadre logique, théorie du changement) est-elle claire, réaliste et cohérente avec les objectifs stratégiques poursuivis ?
- Les liens entre les différentes composantes du projet, activités, résultats, effets et impacts attendus, sont-ils clairement établis et vérifiables ?
- Le cadre logique du projet comporte-t-il des indicateurs pertinents, mesurables et adaptés pour évaluer la progression et l'atteinte des résultats à différents niveaux ?
- Dans quelle mesure les hypothèses et les risques identifiés dans la conception du projet étaient-ils réalistes et bien pris en compte dans la planification ?
- Le dispositif institutionnel et organisationnel mis en place (répartition des rôles entre partenaires tunisiens et italiens, organes de coordination, responsabilités locales) était-il adéquat pour assurer une mise en œuvre cohérente et efficace ?
- La conception du projet a-t-elle intégré des mécanismes de suivi-évaluation appropriés, permettant de collecter des données fiables et d'ajuster la mise en œuvre si nécessaire ?
- Les stratégies choisies (approche participative, partenariats territoriaux, renforcement de capacités, expérimentations locales, etc.) étaient-elles les plus adaptées pour atteindre les résultats visés ?
- Le projet a-t-il pris en compte les interactions et synergies possibles avec d'autres initiatives similaires ou complémentaires menées sur le territoire ou par les mêmes acteurs ?
- Dans quelle mesure les dimensions transversales, telles que la durabilité environnementale, l'inclusion sociale, l'égalité de genre et la participation des jeunes, ont-elles été intégrées dès la conception du projet ?
- Quels ajustements ou améliorations de la conception auraient pu renforcer la cohérence interne du projet et son alignement avec les politiques publiques et les attentes locales ?

Critère 3 : Efficience des résultats obtenus aux moyens mis en œuvre

- Dans quelle mesure les ressources financières, humaines et matérielles allouées au projet ont-elles été utilisées de manière rationnelle et conforme à la planification initiale ?
- Le rapport entre les coûts engagés et les résultats atteints est-il jugé satisfaisant au regard des standards du secteur et des objectifs du projet ?
- Les activités prévues ont-elles été réalisées dans les délais établis, ou des retards ont-ils été observés ? Si oui, quelles en ont été les principales causes ?
- Les mécanismes de coordination et de communication entre les partenaires tunisiens et italiens ont-ils permis une mise en œuvre fluide, efficace et sans redondance d'efforts ?
- Les ressources humaines mobilisées (équipe projet, partenaires, consultants, autorités locales) disposaient-elles des compétences et des moyens nécessaires pour assurer une exécution optimale ?
- Les procédures de gestion administrative et financière mises en place (planification, suivi budgétaire, reporting, passation de marchés) ont-elles contribué à une utilisation efficace des fonds ?
- La mission de terrain, la supervision et le suivi des activités ont-ils été menés de manière proportionnée et adaptée aux enjeux de l'intervention ?

- Des mécanismes d'ajustement ont-ils été activés en cours de mise en œuvre pour corriger les inefficiences identifiées (réaffectation de ressources, révision d'activités, adaptation du calendrier, etc.) ?
- Le partenariat entre les différentes parties prenantes (ARCS, partenaires italiens, institutions locales, bénéficiaires) a-t-il permis une mutualisation efficace des ressources et savoir-faire ?
- Les modalités logistiques, techniques et administratives ont-elles facilité ou freiné la bonne exécution des activités prévues sur le terrain ?
- Quels enseignements peuvent être tirés des pratiques de gestion et de coordination du projet pour améliorer l'efficacité d'interventions similaires à l'avenir ?

Critère 4 : Efficacité de l'utilisation des ressources

- Dans quelle mesure les objectifs spécifiques et les résultats attendus du projet RINOVA ont-ils été atteints conformément au cadre logique et aux indicateurs fixés ?
- Les ressources mobilisées (humaines, techniques et financières) ont-elles été utilisées de manière à maximiser la production de résultats concrets et mesurables ?
- Les activités planifiées ont-elles conduit aux effets escomptés sur les bénéficiaires directs (collectivités, associations, jeunes, acteurs économiques) ?
- Comment la coordination entre les différents partenaires, notamment tunisiens et italiens, a-t-elle contribué (ou non) à l'atteinte des résultats ?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il su s'adapter aux contraintes externes (administratives, politiques, environnementales, socio-économiques) sans compromettre ses objectifs initiaux ?
- Le système de suivi-évaluation mis en place a-t-il permis de suivre efficacement la progression du projet, d'identifier les écarts et d'apporter des ajustements en temps opportun ?
- Les rôles et responsabilités des différents acteurs du projet étaient-ils clairement définis et effectivement assumés tout au long de la mise en œuvre ?
- La qualité et la fréquence de la communication entre les partenaires ont-elles favorisé une exécution efficace des activités ?
- Les bénéficiaires finaux ont-ils été suffisamment impliqués dans la planification, la mise en œuvre et le suivi du projet pour garantir des résultats durables et pertinents ?
- Quels facteurs (internes ou externes) ont eu le plus d'influence sur l'efficacité globale du projet que cela soit positivement ou négativement ?
- Quelles leçons tirer pour renforcer la performance et la capacité de mise en œuvre de futurs projets similaires dans des contextes territoriaux comparables ?

Critère 5 : Orientation de l'impact et pérennité des résultats

- Quels changements tangibles (économiques, sociaux, institutionnels, environnementaux) peuvent être attribués directement ou indirectement à la mise en œuvre du projet RINOVA ?

- Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué au renforcement des capacités des acteurs locaux (collectivités, associations, institutions publiques, bénéficiaires individuels) ?
- Les effets positifs du projet se maintiennent-ils après la fin des activités, ou dépendent-ils encore fortement du soutien externe (financier, technique ou institutionnel) ?
- Le projet a-t-il permis de consolider des dynamiques locales de coopération territoriale, de gouvernance participative et de développement durable à Tataouine ?
- Des effets multiplicateurs ou de réplication du modèle RINOVA ont-ils été observés dans d'autres zones, institutions ou initiatives locales ?
- Les outils, infrastructures ou mécanismes mis en place (plans, formations, plateformes, partenariats, ressources techniques) sont-ils fonctionnels et utilisés de manière autonome par les acteurs locaux ?
- Dans quelle mesure les partenaires institutionnels et communautaires se sont-ils approprié les résultats du projet et en assurent-ils la continuité ?
- Les conditions financières, organisationnelles et institutionnelles nécessaires à la durabilité des résultats sont-elles réunies ou en voie de l'être ?
- Comment le projet a-t-il contribué à améliorer la résilience des communautés locales face aux défis environnementaux, économiques ou climatiques ?
- Existe-t-il des stratégies ou plans de suivi post-projet visant à capitaliser les acquis, partager les leçons apprises et assurer la continuité des actions ?
- Quels enseignements tirer de l'expérience RINOVA pour renforcer la durabilité et l'impact à long terme de futures interventions similaires dans des contextes arides et fragiles ?

Critère 6 : Égalité des sexes et non-discrimination

- Dans quelle mesure le projet RINOVA a-t-il intégré l'approche genre et inclusion sociale dans sa conception et sa mise en œuvre ?
- Les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables ont-ils eu un accès équitable aux ressources, opportunités et bénéfices du projet ?
- Les activités du projet ont-elles contribué à renforcer le pouvoir d'action (empowerment) des femmes et des jeunes dans leurs communautés ?
- Le projet a-t-il permis de réduire certaines inégalités économiques, sociales ou institutionnelles identifiées au niveau local ?
- Des indicateurs sensibles au genre ont-ils été utilisés pour suivre la participation et les effets différenciés selon les groupes ?
- Des obstacles culturels ou structurels ont-ils limité la participation équitable de certains groupes, et comment ont-ils été pris en compte ?
- Quelles leçons ou recommandations peuvent être tirées pour renforcer l'intégration du genre et de la non-discrimination dans de futures interventions similaires ?

ANNEXE 2 : GUIDE D'ENTRETIEN - GESTIONNAIRE DE PROJET (ARCS Tunisie / ARCS Italie)

Durée : 45–60 min

A. Introduction

- Présentation rapide de la mission d'évaluation
- Confirmer le rôle du répondant
- Assurer la confidentialité des réponses

B. Pilotage & Gouvernance du projet

1. Pouvez-vous décrire brièvement l'état d'avancement global du projet RINOVA ?
2. Comment évaluez-vous la coordination entre ARCS Tunisie et ARCS Italie ?
3. Quels sont les principaux mécanismes de gouvernance mis en place ?
4. Les partenaires tunisiens (ONAS, CRDA, IRA, Municipalité, INP...) sont-ils pleinement engagés ?
5. Quels défis institutionnels avez-vous rencontrés ?
6. Comment la ressource humaine du projet a été organisée ?
7. Quelle appréciation de la mise en disposition en termes de ressources humaines ?

C. Cohérence & partenariat métropolitain (Tunisie–Italie)

1. Comment se déroule la collaboration avec les partenaires italiens (Comune di Nuoro, CEAS, UNICA, è-comune, Terra Cruda) ?
2. Le transfert de compétences est-il effectif ?
3. Selon vous, quelles synergies fonctionnent bien ?
4. Y a-t-il eu des retards ou obstacles dans la contribution italienne ?

D. Mise en œuvre technique

Eau / STEP (Station d'épuration)/ réutilisation des eaux usées

1. Où en sont les travaux et équipements liés à l'irrigation des 30 ha ?
2. Quels résultats concrets sont observables à ce stade ?

Compostage

3. Quel est le niveau d'avancement de l'unité pilote ?
4. Comment avance la sélection et l'accompagnement des jeunes composteurs ?

Déchets & collecte sélective

5. La mise en place du périmètre pilote avance-t-elle comme prévu ?
6. Quels sont les retours de la Municipalité et de l'ANGED ?

Tourisme, patrimoine & marketing territorial

7. Où en est la restauration du Ksar Ouled Soltane ?

8. Comment avance la structuration des circuits touristiques et de l'éducation environnementale ?

E. Gestion financière & efficience

1. Comment jugez-vous le rythme de décaissement ?
2. Les ressources mobilisées sont-elles suffisantes ?
3. Y a-t-il des contraintes administratives ou budgétaires freinant les activités ?

F. Appréciation du projet

1. Quelles étaient les difficultés ?
2. Quelles étaient les réussites ?

G. Impact et durabilité

1. Quels effets visibles observez-vous déjà sur le territoire ?
2. Les institutions locales pourront-elles poursuivre les actions après le projet ?
3. Comment vous projetez-vous sur la durabilité économique des micro-entreprises créées ?

H. Conclusions

1. Quelles recommandations souhaiteriez-vous voir apparaître dans l'évaluation ?
2. Quelles sont les Leçons apprises ?

ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN - PARTENAIRES TUNISIENS & ITALIENS

Durée : 30–50 min

A. Introduction

- Présentation rapide de la mission d'évaluation
- Confirmer le rôle du répondant
- Assurer la confidentialité des réponses

B. Rôle du partenaire

1. Pouvez-vous décrire votre rôle dans le projet RINOVA ?
2. Quelle est votre contribution spécifique (technique, institutionnelle, opérationnelle) ?

C. Pertinence & cohérence

1. Les activités du projet répondent-elles aux besoins du territoire ?
2. Les solutions techniques proposées sont-elles adaptées au contexte de Tataouine ?
3. Le projet est-il cohérent avec vos propres mandats institutionnels ?

D. Mise en œuvre

Partenaires techniques (ONAS, CRDA, IRA, INP, Municipalité...)

1. Comment évaluez-vous l'avancement technique ?
2. Avez-vous rencontré des défis et des difficultés techniques ou administratifs au niveau du projet ?
3. Les formations et transferts de compétences sont-ils suffisants ?

Partenaires italiens

4. Comment se passent les échanges techniques transmédiaiterranéens ?
5. Les missions d'experts italiens ont-elles été utiles ?

E. Collaboration & communication

1. Comment jugez-vous la communication avec ARCS ?
2. La coordination avec les autres partenaires est-elle fluide ?
3. Avez-vous bénéficié d'un accompagnement suffisant ?

F. Résultats & effets

1. Quelles réalisations concrètes observez-vous dans votre domaine ?
2. Y a-t-il des impacts positifs pour les jeunes et la communauté ?

G. Perspectives & durabilité

1. Votre institution pourra-t-elle poursuivre ces actions après le projet ?
2. Quelles ressources ou capacités faudra-t-il renforcer ?

H. Recommandations & leçons apprises

1. Que recommandez-vous pour renforcer la réussite du projet ?
2. Quelles sont les leçons apprises du projet ?

ANNEXE 4 : GUIDE D'ANIMATION - FOCUS GROUP (UNIQUE POUR TOUS LES GROUPES)

Durée totale recommandée : 60-75 min

Participants : 6 à 10 personnes

1. Introduction rapide

- Présentation de l'objectif du focus group : comprendre votre expérience dans le projet RINOVA.
- Confidentialité garantie.

2. Questions

A. Participation & attentes

1. Pouvez-vous vous présenter brièvement et expliquer votre rôle dans le projet RINOVA ?

هل يمكنكم التعريف بأنفسكم باختصار وشرح دوركم في المشروع ؟

2. Qu'attendiez-vous du projet lorsque vous avez commencé ? Ces attentes ont-elles été rencontrées ?

ما هي توقعاتكم من المشروع عند بدايته؟ وهل تمت تلبية هذه التوقعات

B. Pertinence & utilité

3. Selon vous, quelles sont les activités du projet les plus utiles pour votre travail ou votre communauté ?

برأيكم، ما هي أنشطة المشروع الأكثر فائدة لعملكم أو لمجتمعكم

4. Les formations, outils ou accompagnements reçus ont-ils été adaptés à vos besoins ?

هل كانت التدريبات أو الأدوات أو أشكال المرافقة التي تلقيتوها ملائمة لاحتياجاتكم

C. Résultats & changements

5. Avez-vous constaté des changements concrets depuis votre participation (techniques, économiques, pratiques, compétences) ?

(هل لاحظتم تغييرات ملموسة منذ مشاركتكم في المشروع (تقنية، اقتصادية، ممارسات، مهارات

6. Pouvez-vous citer un résultat positif important observé grâce au projet ?

هل يمكنكم ذكر نتيجة إيجابية هامة تحققت بفضل المشروع

D. Défis rencontrés

7. Quels sont les principaux défis ou difficultés que vous rencontrez dans votre participation au projet ?

ما هي أبرز التحديات أو الصعوبات التي واجهتموها أثناء مشاركتكم في المشروع

8. Y a-t-il des aspects du projet qui ne fonctionnent pas comme prévu ou qui devraient être améliorés ?

هل هناك جوانب في المشروع لم تعمل كما هو مخطط لها أو تحتاج إلى تحسين

E. Perspectives & recommandations

9. De quoi auriez-vous le plus besoin aujourd'hui pour progresser davantage ?

ما هي أكثر الاحتياجات التي ترونها ضرورية اليوم لمواصلة التقدم

10. Si vous aviez une seule recommandation à faire pour améliorer le projet, laquelle serait-elle ?

إذا كان بإمكانكم تقديم توصية واحدة فقط لتحسين المشروع، فما هي

ANNEXE 5 : QUESTIONNAIRE - BENEFICIAIRES

À administrer avant ou après les FG – 15–20 min

A. Profil du participant

1. Sexe : ☐ Homme ☐ Femme / الجنس : ☐ ذكر ☐ أنثى

2. Âge : ☐ <25 ☐ 25-35 ☐ 36-45 ☐ >45

45 من أكثر ☐ 45 إلى 36 من ☐ 35 إلى 25 من ☐ 25 من أقل ☐ : العمر

3. Localité / المعتمدية / الجهة : _____

4. Fonction / الصفة :

- ☐ Jeune entrepreneur agricole / رائد أعمال فلاحى شاب
- ☐ Jeune composteur / (الكبوست / شاب ناشط في مجال التسميد)
- ☐ Acteur touristique ou culture / الثقافي / فاعل في المجال السياحي
- ☐ Membre GDA / SMSA / (GDA) عضو في مجمع التنمية الفلاحية / (SMSA) شركة الإحياء والتنمية الفلاحية
- ☐ Autre/ أخرى : _____

B. Implication dans le projet

5. Depuis combien de temps êtes-vous impliqué dans le projet ?

☐ <6 mois ☐ 6-12 mois ☐ >12 mois

منذ متى وأنتم منخرطون في المشروع ؟

شهرًا 12 من أكثر ☐ شهرًا 12 إلى 6 من ☐ أقل من 6 أشهر ☐

6. Avez-vous bénéficié d'une formation ? تدريب / هل استفدتم من تكوين ؟

☐ Oui ☐ Non ☐ لا نعم ☐

Si oui, laquelle ? إذا كانت الإجابة نعم، ما هو نوع التكوين ؟

C. Perception des activités

7. Les activités auxquelles vous avez participé étaient :

☐ Très utiles ☐ Utiles ☐ Peu utiles ☐ Pas utiles

كيف تقيّمون الأنشطة التي شاركنم فيها ؟

مفيدة جدًا ☐ مفيدة ☐ الفائدة قليلة ☐ غير مفيدة ☐

8. Le soutien reçu (ARCS, institutions, experts) a été :

☐ Très satisfaisant ☐ Satisfaisant ☐ Moyen ☐ Insuffisant

المؤسسات، الخبراء) كيف تقيّمون الدعم الذي تلقيتموه من (ARCS،

كاف غير ☐ متوسط ☐ مرض ☐ مرض جدًا ☐

D. Effets observés

9. Votre situation économique s'est-elle améliorée grâce au projet ?
☐ Oui beaucoup ☐ Oui un peu ☐ Pas encore ☐ Pas du tout

هل تحسنت وضعيتكم الاقتصادية بفضل المشروع ؟

☐ إطلاقاً لا ☐ بعد ليس ☐ ما حد إلى نعم ☐ نعم بشكل كبير

10. Le projet a contribué à renforcer vos compétences ? هل ساهم المشروع في تعزيز مهاراتكم ؟

☐ Oui ☐ Non / ☐ نعم ☐ لا

إذا كانت الإجابة نعم، في أي مجالات ؟

11. Voyez-vous une amélioration dans la gestion de l'eau, déchets, ou du patrimoine dans votre territoire ?

هل تلاحظون تحسناً في إدارة المياه أو النفايات أو في ترميم التراث في منطقتكم ؟

☐ Oui ☐ Non / ☐ نعم ☐ لا

يبرجى التوضيح بإيجاز /

E. Perspectives & besoins

12. De quoi avez-vous besoin aujourd'hui pour progresser ?

☐ Matériel ☐ Formation ☐ Accompagnement ☐ Financement ☐ Autre _____

ما هي احتياجاتكم الحالية لمواصلة التقدم ؟

☐ أخرى ☐ تمويل ☐ مرافقة ☐ تكوين ☐ معدات

13. Quelle est votre principale recommandation pour le projet ?

ما هي أهم توصية تقترحونها لتحسين المشروع ؟

ANNEXE 6 : PLANNING DES ENTRETIENS ET VISITES A TATAOUINE

Région	Dates	Heure	Activités	Personne
Tunis	Mardi 16/12	20h30	Entretien 1 – Gestionnaire du projet (ARCS Tunisie) / Tataouine	Aymen Farouki

Tataouine	Mercredi 17/12	09h00 – 10h00	Focus Group 1 – Les femmes représentantes des GDA (Thème : Produit du terroir en lien avec le thème mise en valeur du patrimoine)	
		09h30 – 10h30	Entretien 2 - ARCS ITALIE	Federica D'Amico
		10h30 – 11h30	Focus Group 2 – Green Team	
		10h30 – 11h30	Entretien 3 – entreprise Thouraya - Commercialisation du compostage	Mme. Thouraya Lahmar
		14h00 – 17h00	Visite 1 & Tournage : Unité de compostage MUNICIPALITE - Interviews techniques & Tournage Entretien 3 - Municipalité de Tataouine	Mohamed el Ardhaoui
	Jeudi 18/12	09h00 – 11h00	Visite 2 & Tournage : Ksar Ouled Soltane Point de vente - Interviews techniques Entretien 5 - INP Tataouine	M. Ali Thabti Inspecteur régional
		14h00 – 15h30	Entretien 10 - « Majmaa Ghomrassen » (ENTREPRISE CITOYENNE – Lemwassi & Zouwekher)	M. Hedi Boudabous
		15h30 – 17h00		

	Vendredi 19/12	09h30	Entretien – Municipalité de Nuoro	M. Stefano Nocco
		11h00 – 13h00	Entretien 8 - CRDA (Développement agricole)	Mme. Mabrouka Boutaleb
		9h00 – 11h00	Entretien 6 - CRT (Tourisme)	M. Jamel Ben Jaber
		14h00 – 15h30	-	
		15h30 – 17h00		
	Samedi 20/12	09h00 – 11h00	-	
		11h00 – 13h00	-	
		14h00	Départ	